

CRISE IDENTITAIRE ET SECURITE DE L'ETHNIE TUTSI PAR VOIE GUERRIERE MOUVEMENT DU 23 MARS AU NORD-KIVU 2012-2025

Par : - Nkongolo Mpangue Bertin, Chimerhe Munguakonkwa Déogratias et,
Ngoy Muan'abuanga Jean-Claude

Resumé

Dans un paysage conflictuel marqué par une violence cyclique, l'ethnie tutsie occupe une place singulière entre vulnérabilité et hégémonie militaire. Une frange importante des acteurs de l'ethnie semble privilégier la recherche de sa sécurité par voie guerrière. Cette étude cherche à comprendre les déterminants identitaires, géopolitiques et géoéconomique de cette velléité guerrière.

Ces dynamiques militarisées émergent d'une imbrication des facteurs structurels : effritement de l'autorité de l'État à dessein ou non, militarisation des communautés, compétition pour l'accès aux ressources stratégiques, frontières poreuses et circulation continue d'acteurs armés. Elles s'enlissent dans des perceptions autour de la citoyenneté ; reconnaissance de la nationalité et faible représentativité politique. Les facteurs explicatifs multicartes oscillent entre causes profondes et agendas cachés.

Les stratégies de sortie de crise devraient combiner la refondation de l'Etat, les réformes institutionnelles, le dialogue et la reconnaissance de la nationalité.

Mots clés : Violences, sécurité, militarisation, voies guerrières, Tutsi, ethnie, crise identitaire.

Abstract

In a conflict-ridden landscape marked by cyclical violence, the Tutsi ethnic group occupies a unique position, between vulnerability and military hegemony. A significant segment of the group's actors appears to favor pursuing security through military means. This study seeks to understand the identity-based, geopolitical, and geoeconomic determinants of this martial inclination.

These militarized dynamics emerge from an imbrication of structural factors: the state authority's crumbling, whether intentional or not, the militarization of communities, competition for access to strategic resources, the porous borders, and the continuous movement of armed actors. They become entrenched in perceptions regarding citizenship, the recognition of nationality and limited political representation. The multifaceted explanatory factors range from root causes to hidden agendas.

Crisis exit strategies should combine the rebuilding of the State, institutional reforms, dialogue, and the recognition of nationality.

Keywords : Violence, security, militarization, paths to war, Tutsi, ethnicity, identity crisis.

0. INTRODUCTION

La province du Nord-Kivu, en République Démocratique du Congo, demeure depuis plus de trois décennies l'un des espaces les plus instables de la région des Grands Lacs. Les dynamiques conflictuelles qui s'y déploient résultent d'un enchevêtrement complexe d'enjeux identitaires, politiques, sécuritaires et géostratégiques essentiellement sur un fond économique (terres et minerais) façonnés par l'histoire coloniale, les recompositions régionales et les rivalités transfrontalières¹. Depuis le génocide rwandais de 1994, les tensions intercommunautaires se sont accentuées, amplifiant les perceptions de menace, les escalades de violence et la fragmentation sociale. Dans ce paysage conflictuel marqué par une violence cyclique, l'ethnie

¹ Autesserre, S. *The Trouble with the Congo: Local Violence and the Failure of International Peace building*, Cambridge, Cambridge University Press.2010

Tutsi occupe une position singulière, tant par sa vulnérabilité réelle que par les représentations et stigmates qui lui sont assignés.² Elle est située entre force et fragilité.

L'insécurité persistante dans la région est alimentée par la présence de dizaines de groupes armés, l'effritement de l'autorité de l'État, les enjeux liés au contrôle des ressources stratégiques et l'ingérence d'acteurs régionaux. Au cœur de cette dynamique se trouve le Mouvement du 23 mars M23, dont l'émergence en 2012 en réaction au non-respect présumé de l'accord du 23 mars 2009 entre le gouvernement congolais et le CNDP a ravivé les tensions identitaires et les perceptions d'exclusion.³ Défait en 2013, le mouvement s'est reconstitué dès 2021, devenant l'un des acteurs armés les plus influents de la région et occupant plusieurs territoires stratégiques du Nord-Kivu. Ce retour militaire, soutenu par des accusations répétées d'appui extérieur, notamment du Rwanda, a intensifié les tensions diplomatiques et réaffirmé la dimension transfrontalière du conflit.⁴

La question identitaire tutsie, historiquement fluide et contextuelle comme le montre Barth (1969), a été progressivement rigidifiée par la colonialité, les guerres successives et les instrumentalisation politiques.⁵ L'exploitation des richesses de l'Est de la RDC par l'entremise rwandaise a porté cette crise à son paroxysme conflictogène.

Mamdani (1990) souligne que la construction de catégories identitaires figées dans les États postcoloniaux produit des tensions profondes, nourrissant les sentiments d'exclusion et d'insécurité. Dans le cas des Tutsi du Nord-Kivu, la contestation de la citoyenneté, les violences ciblées, la stigmatisation, la marginalisation politique et les récits médiatiques associant systématiquement les Tutsi aux rébellions ont contribué à renforcer un environnement où la quête de sécurité devient un impératif vital.⁶

Si un large corpus scientifique traite des conflits de la région des Grands Lacs (Autesserre, 2010 ; Reyntjens, 2009 ; Prunier, 2009 ; Stearns, 2012), peu de travaux se sont spécifiquement penchés sur l'articulation entre crise identitaire tutsie et recours à l'action armée, notamment dans le contexte du Nord-Kivu. Les études existantes abordent principalement l'économie politique de la guerre, les dynamiques régionales, la gouvernance ou les changements institutionnels, mais elles laissent un vide analytique concernant les mécanismes qui poussent certains acteurs tutsis à considérer la militarisation comme voie de sécurisation, ainsi que les conséquences multidimensionnelles de ces vellétés guerrières sur les populations du Nord-Kivu. La présente étude vise précisément à combler ce déficit, en offrant une analyse intégrée des facteurs identitaires, politiques et géostratégiques qui structurent ces dynamiques.

L'enjeu est double : comprendre pourquoi les vellétés guerrières constituent pour certains acteurs tutsis un instrument privilégié de recherche de sécurité, et examiner les conséquences de ces dynamiques militarisées sur la vie quotidienne des populations dans la province du Nord-Kivu. L'étude interroge ainsi les déterminants internes (identité, discrimination perçue, marginalisation, tensions foncières, dynamiques de protection communautaire) et externes (rivalités régionales, appuis transfrontaliers, guerres par procuration, contrôle des ressources stratégiques) qui alimentent la militarisation des tensions identitaires. Elle analyse également les répercussions humanitaires, socioéconomiques, politiques et sécuritaires que ces vellétés génèrent dans un territoire déjà fragilisé par trois décennies de conflits.

De ce qui précède, trois questions guident cette recherche : Pourquoi observe-t-on des vellétés guerrières dans la recherche de sécurité de l'ethnie Tutsi au Nord-Kivu ? Quels sont les déterminants identitaires, sociopolitiques, géopolitiques ou économiques qui expliquent ces vellétés ? Quelles sont les conséquences de ces dynamiques militarisées pour les populations du Nord-Kivu ?

Pour y répondre, l'étude mobilise la méthode dynamiste inspirée de Balandier, permettant de saisir les conflits comme des systèmes en transformation, où interagissent une dynamique interne (insécurité identitaire, contestations, militarisation permanente, gouvernance fragmentée) et une dynamique externe (ingérence

² Reyntjens, F. *The Great African War: Congo and Regional Geopolitics, 1996-2006*. Cambridge, Cambridge University Press. 2009

³ Pabanel, Jean-pierre. « Conflits et stratégies de tension au Nord-Kivu ». Paris, Politique africaine, n°52, 1993. Pp.132-134

⁴ Rubbers, B. Les entités en crise dans le Congo postcolonial. Bruxelles, Editions complexe. 2013.

⁵ Barth, F. *Ethnic Groups and Boundaries: The Social Organization of Culture Difference*. Boston, Little, Brown and Company Ed. 1969

⁶ Mamdani, M. *The Myth of Ethnic Divisions: Hutu and Tutsi in Pre-colonial Africa*. Dar es Salaam, University of Dar es Salaam, 1990

régionale, circulation des ressources stratégiques, alliances paramilitaires, stratégies géopolitiques transfrontalières). Cette approche offre une lecture processuelle, structurelle et contextualisée des tensions identitaires tutsies et de leurs manifestations armées. Cette méthode dynamiste coordonne une triangulation des techniques allant à la fois l'observation extérieure dite désengagée, l'administration du questionnaire d'enquête, la recherche documentaire, le calcul de fréquences et l'analyse de contenu.

Cette contribution propose une compréhension renouvelée des conflits au Nord-Kivu en articulant crise identitaire, sécurité communautaire et recours à la violence armée. Elle ambitionne d'alimenter le débat scientifique et d'éclairer les initiatives de stabilisation, de cohésion sociale et de gouvernance sécuritaire dans la région des Grands Lacs.

L'introduction et conclusion comprises, cette réflexion s'articule autour de trois (3) chapitres dont le premier porte sur l'encrage polémologique et fondements de l'identité guerrière ; le deuxième analyse les déterminants de l'inclination guerrière et le dernier

cerne l'hécatombe et les stratégies de sortie

I. ENCRAGE POLEMOLOGIQUE ET FONDEMENTS DE L'IDENTITE GUERRIERE

L'emblème de l'identité guerrière Tutsi trouve ici son socle épistémologique dans un binôme thématique axé spécialement sur l'encrage polémologique et les fondements de l'identité guerrière. Pour ce faire, l'essentiel de ces deux leviers analytiques est présenté laconiquement dans les lignes subséquentes.

I.1 Encrage polémologique

L'analyse des velléités guerrières de l'ethnie Tutsi au Nord-Kivu s'inscrit dans une perspective polémologique visant à comprendre la guerre comme un phénomène social global⁷. Dans cette région, la conflictualité ne se limite pas aux affrontements armés ; elle se manifeste également à travers les tensions identitaires, les luttes politiques, les rivalités foncières, les enjeux économiques et les interférences régionales. L'Est de la RDC constitue un espace où la violence a été normalisée, produisant un environnement dans lequel la guerre devient un mode d'expression politique et un moyen de négociation.⁸

Les conflits du Nord-Kivu émergent d'une imbrication de facteurs structurels : effritement de l'autorité de l'État à dessein ou non, militarisation des communautés, compétition pour l'accès aux ressources stratégiques, frontières poreuses et circulation continue d'acteurs armés. Ces dynamiques révèlent une fragmentation de l'espace politique où divers groupes armés locaux, régionaux ou transnationaux se disputent le monopole de la violence légitime. Les Tutsi du Nord-Kivu évoluent dans ce champ de tensions, à la fois comme minorité stigmatisée et comme groupe associé, parfois à tort, à des agendas cachés politico-militaires régionaux, parfois aussi comme groupe positionné au sommet des forces armées.⁹

La perspective polémologique permet ainsi d'éclairer le recours à l'action armée comme une réponse à la marginalisation, à l'insécurité perçue et à la menace existentielle. Dans ce contexte, les velléités guerrières ne sont pas seulement des manifestations de violence, mais aussi des stratégies de survie, d'affirmation identitaire et de négociation politique dans un espace profondément instable.

Les conflits au Nord-Kivu impliquent une multitude d'acteurs, chacun poursuivant des objectifs spécifiques et rendant particulièrement complexe la situation. Parmi les principaux protagonistes, il y a lieu de noter :

- **M23** : Le Mouvement du 23 mars (M23) est un groupe armé principalement composé de Tutsi congolais, qui a émergé en 2012 à la suite d'un désaccord sur l'application des accords de paix signés en 2009. Après une première défaite en 2013, le M23 a refait surface en 2021, bénéficiant d'un soutien présumé du Rwanda et cela suscitant de vives tensions régionales.¹⁰ Le Mouvement affirme défendre les droits des Tutsi congolais, souvent marginalisés et accusés de collusion avec le Rwanda. Cette revendication identitaire est au cœur de leur mobilisation armée. Le soutien présumé du Rwanda au M23 est un élément

⁷ Reyntiens, F. *Le gouvernement par le chaos : politiques de guerre et de paix en Afrique des Grands Lacs*. Paris, éd de l'Aube. 2019

⁸ Reyntiens, F. *La guerre des Grands Lacs : Alliances mouvantes et conflits extraterritoriaux*. Politique africaine, n° 89. Paris, Karthala. 2003. Pp. 5-22.

⁹ Lorigan, M. "La sécurité identitaire : un concept pertinent pour analyser les conflits contemporains ?" Paris, *Revue Internationale et stratégique*, 99(3), 2015. Pp. 99-108.

¹⁰ Autesserre, S. *Peut-on construire la paix ? Les leçons du Congo*. Paris, Presses de Sciences Po. 2012.

crucial du conflit ; plusieurs rapports des Nations Unies ont documenté une assistance militaire, logistique et financière du Rwanda au M23 bien que Kigali ait toujours nié ces allégations. Par ailleurs, l'Ouganda est également mentionné pour son implication indirecte, notamment par le biais du parrainage de milices et du trafic de ressources naturelles.

Outre les groupes rebelles comme le M23, d'autres acteurs essentiels interviennent dans le conflit au Nord-Kivu avec notamment des forces nationales et internationales.

- **Forces armées de la RDC (FARDC) :** Les FARDC sont la principale force régulière engagée dans la défense de l'intégrité territoriale de la RDC. Malgré de nombreuses faiblesses liées à la corruption, au manque de formation et à une faible logistique, elles restent un acteur incontournable face aux groupes armés. Elles mènent régulièrement des offensives contre le M23, les FDLR, les ADF etc...¹¹
- **Mouvements dits Wazalendo :** Les Wazalendo désignent des groupes d'autodéfense communautaires ayant émergé face à l'impuissance de l'Etat. Bien qu'ils revendiquent la défense du territoire congolais, ils sont parfois accusés de violences contre des civils, d'exactions intercommunautaires et de comportements miliciens incontrôlés.¹² C'est la nébuleuse force de résistance locale qui se morfond maï maï, force d'auto-défense, patriotes.
- **MONUSCO :** L'organisation des Nations Unies pour le maintien de la paix et la stabilité au Congo (MONUSCO), anciennement MONUC (organisation des nations unies de maintien de paix au Congo) présente depuis 2010, est censée appuyer la stabilisation du pays. Cependant, son efficacité est de plus en plus contestée, notamment dans l'Est où elle est accusée d'inaction. Elle reste cependant un acteur diplomatique et sécuritaire important.¹³ Sa présence de plus de 20 ans sans progrès sensible fait d'elle promeneur et un sapeur-pompier.
- **SADC (Mission SAMIDRC) :** Depuis fin 2023, une force militaire de la communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), la SAMIDRC a été déployée pour soutenir les FARDC. Elle remplaçait progressivement la MONUSCO ; l'Afrique du Sud, la Tanzanie, le Malawi et l'Angola y participent.¹⁴ Mais la férocité des atrocités a montré les limites des actions inécrologiques et polémologiques combinés.
- **Mercenaires Russes :** Depuis 2023, des rapports font état de la présence de mercenaires russes dans l'Est de la RDC, notamment en appui au régime congolais dans sa lutte contre le M23. Ces acteurs sont issus de groupes liés à l'ex-groupe Wagner, restructuré sous contrôle du ministère russe de la défense après la mort de Prigogine. Leur rôle reste indirect, souvent lié à la fourniture de matériel, au renseignement, ou à l'encadrement militaire, en coordination avec certaines unités des FARDC. Leur présence s'inscrit aussi dans la rivalité géopolitique croissante entre puissances étrangères dans la région.¹⁵
- **Autres :** Les forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), composées principalement de Hutus rwandais ; et les Allied Democratic Forces (ADF), un groupe islamique d'origine Ougandaise, sont également actifs dans la région et contribuent à l'instabilité persistante.

I.2 Bases de l'identité guerrière

Les fondements de l'identité guerrière tutsie prennent racine dans une histoire marquée par des violences récurrentes, des discriminations, des déplacements forcés et une perception constante de menace. Cinq facteurs structurants contribuent à la formation d'un imaginaire sécuritaire militarisé : L'héritage des violences historiques et du génocide rwandais, La contestation identitaire persistante au Nord-Kivu, La stigmatisation et la production de discours antagonistes, L'héritage des rébellions successives (AFDL, RCD, CNDP, M23), L'encadrement régional et les influences transfrontalières.

¹¹ Reyntiens, F. *Le gouvernement par le chaos : politiques de guerre et de paix en Afrique des Grands Lacs*. Paris, éd de l'Aube. 2019

¹² M, Kabuya. « L'AFC : nouvel acteur armé ou recyclage de M23 ? ». Paris, Politique africaine, n°171. 2023. Pp. 97-114

¹³ Autesserre, S. *Les dessous de la guerre au Congo : violences, institutions et conflits locaux*. Paris, Karthala. 2012

¹⁴ United Nations Security Council. Rapport du Groupe d'experts des Nations Unies sur la République démocratique du Congo. New York, Nations Unies. 2024

¹⁵ Africa Intelligence. « Kinshasa ouvre la porte aux conseillers militaires russes ». Paris, Africa Intelligence. Fév. 2024

1. L'héritage des violences historiques et du génocide rwandais

La mémoire collective des Tutsis reste profondément marquée par le génocide de 1994, qui a inscrit durablement la peur d'extermination et la nécessité de mécanismes de protection communautaire. Cette mémoire influence la perception des risques, y compris chez les Tutsis congolais, qui se sentent souvent exposés à des violences ciblées. La présence d'anciens militaires et miliciens rwandais a contribué à la militarisation de la zone¹⁶. Après la victoire du FPR (front patriotique rwandais), plus d'un million des Hutus rwandais, civils et génocidaires confondus, se sont réfugiés à l'est de la RDC. Les camps de réfugiés ont été installés à Goma, Bukavu et dans les environs. Les milices Interahamwe et anciens membres des FAR (forces armées rwandaises) ont utilisés ces camps comme base de repli, menaçant la sécurité du Rwanda depuis le sol congolais.

2. La contestation identitaire persistante au Nord-Kivu

Les Tutsis congolais – Banyamulenge, Banyabwisha ou autres groupes rwandophones sont régulièrement présentés comme « étrangers », ce qui alimente un sentiment d'insécurité identitaire. La remise en question de leur citoyenneté a renforcé les réflexes défensifs et les stratégies de repli. Aussi, les discours politiques clivant et l'instrumentalisation des identités ethniques dans les luttes pour le pouvoir ont contribué à exacerber les tensions et à fragiliser le sentiment d'appartenance nationale pour certaines communautés, dont l'ethnie Tutsi, qui se sent marginalisée par le récit national dominant¹⁷.

3. La stigmatisation et la production de discours antagonistes

La stigmatisation des populations tutsiphones en République Démocratique du Congo ne relève pas d'une essence biologique, mais d'un processus historique et politique de construction de « l'ennemi intérieur ». Ce phénomène s'articule autour du concept de « congolité », une idéologie qui définit l'appartenance nationale par l'autochtonie, excluant de fait les communautés dont les origines sont liées à l'espace nilotique. Cette exclusion est alimentée par une rhétorique de la peur qui présente le Tutsi comme un vecteur d'insécurité et un agent d'expansionnisme étranger.¹⁸

Le discours antagoniste repose sur une sédimentation de mythes, notamment celui de « l'empire Hima-Tutsi », qui projette sur les populations civiles locales les ambitions géopolitiques prêtées aux régimes de la région des Grands Lacs. Dans ce contexte, chaque conflit armé impliquant des mouvements rebelles (comme le CNDP ou le M23) entraîne une criminalisation collective de l'ethnie. Le Tutsi n'est plus perçu comme un citoyen aux revendications sociales ou foncières légitimes, mais comme une menace existentielle pour l'intégrité du territoire congolais. Cette perception transforme le voisin d'hier en « infiltré » permanent, justifiant ainsi une marginalisation sociale et des violences physiques.¹⁹

Face à cette stigmatisation, la communauté développe souvent ce que les chercheurs appellent une stratégie d'ethno-sécurité. Se sentant abandonnés, voire ciblés par l'État qui devrait les protéger, les membres de la communauté se replient sur des mécanismes de solidarité interne et, parfois, sur des structures d'autodéfense armée. Ce repli, bien qu'il soit une réaction de survie face à une menace réelle de pogroms ou de discrimination systémique, finit par nourrir le discours de leurs détracteurs. Ces derniers utilisent ce réflexe de survie comme une « preuve » de l'auto-exclusion des Tutsis et de leur refus de s'intégrer au corps national. On assiste alors à un cercle vicieux où la stigmatisation produit l'insécurité, laquelle pousse à une organisation communautaire autonome qui, à son tour, valide le stigmate de l'étranger inassimilable.²⁰ La sortie de cette crise identitaire exigerait une refonte du contrat social congolais, passant d'une citoyenneté basée sur le « sang et le sol » à une citoyenneté de droit, capable de désamorcer les germes de l'antagonisme ethnique par une justice inclusive et une protection égale pour tous.

¹⁶ Prunier, G. *Rwanda : le récit d'un génocide*. Paris, Karthala.1997.

¹⁷ Guichaoua, A. "Les crises politiques au Burundi et au Rwanda : lecture ethnique ou lecture politique ?" Paris, Politique africaine, 117(1), 2010. Pp.159-180.

¹⁸ Ngezayo, E. *Identité et citoyenneté à l'épreuve de la violence : le cas des Tutsis congolais*. Revue Congolaise de Sociologie. 2022.

¹⁹ Bucyalimwe Mararo, S. *Le Kivu, d'une guerre à l'autre*. Éditions L'Harmattan. 2005.

²⁰ Lanotte, O. *République démocratique du Congo, Guerres sans frontières*. Éditions Complexe. 2003.

4. L'héritage des rébellions successives (AFDL, RCD, CNDP, M23)

Depuis les années 1990, plusieurs mouvements politico-militaires composés en grande partie de combattants tutsis ont façonné une identité militarisée. La participation à ces groupes a contribué à institutionnaliser un rapport particulier à l'action armée, perçue à la fois comme forme d'expression politique et comme outil de survie. Si les rébellions ont permis de protéger la communauté Tutsi, elles ont aussi tout de même exposé l'ensemble de la communauté à une violence collective et une exclusion renforcée. Ces rébellions ont aussi laissé des fractures durables entre les Tutsi et les autres communautés, compromettant la cohésion sociale. L'ethnie Tutsi continue de naviguer dans ce contexte complexe, où elle est parfois victime, parfois actrice, et où ses vellétés guerrières peuvent être interprétées de différentes manières²¹.

5. L'encadrement régional et les influences transfrontalières

Les liens historiques, culturels ou politico-militaires entre les Tutsis du Congo, du Rwanda et de l'Ouganda créent une dimension transnationale. Cette articulation contribue, dans les perceptions locales, à une identification du Tutsi comme acteur à la fois interne et externe, renforçant un imaginaire collectif conflictuel.²² Leurs tentacules dominateurs s'étendent en Ouganda, au Rwanda, récemment au Kenya, tentation d'extension en Tanzanie et au Burundi.

Ces éléments montrent que l'identité guerrière tutsie n'est pas un attribut inné mais un produit social construit à partir d'expériences de marginalisation, de menaces réelles ou perçues, et de dynamiques géopolitiques complexes. L'utilisation de l'ethnie dans les impérialismes occidentaux devient de plus en plus manifeste comme soldat de l'Afrique contre l'Afrique en Mozambique, en RCA et en RDC.

I.3 Chronologie des vellétés guerrières

Les vellétés guerrières de l'ethnie Tutsi au Nord-Kivu s'inscrivent dans une trajectoire historique marquée par plusieurs cycles de mobilisation armée. Les principales étapes de cette chronologie sont les suivantes :

<u>AFDL</u>	<u>RCD</u>	<u>CNDP</u>	<u>M23 (1)</u>	<u>AFC/M23(M23'2')</u>
<u>1996-1998</u>	<u>1998-2003</u>	<u>2003-2012</u>	<u>2012-2013</u>	<u>2021-2025</u> →

Bien avant le génocide rwandais intervenu en 1994, les tensions foncières, citoyenneté contestée et rivalités locales c'est-à-dire les tensions autour de la terre, la gestion des chefferies et les catégorisations administratives ambiguës ont posé les bases des antagonismes identitaires. Par la suite, de 1994 à 1996, il y a eu afflux massifs de réfugiés et militarisation de l'espace avec l'arrivée de centaines de milliers de réfugiés hutus et d'éléments armés génocidaires après le génocide rwandais transformant profondément la sécurité au Nord-Kivu. De ce fait, les Tutsi congolais se retrouvent pris entre hostilité locale et menace externe.²³ Dans cette même veine analytique, il est noté durant la période allant de 1996 à 2003, l'irruption des AFDL et RCD avec notamment l'institutionnalisation de la force armée tutsie. Durant les deux guerres du Congo, les mouvements politico-militaires soutenus par Kigali structurent un appareil armé transfrontalier, renforçant les perceptions d'un « réseau tutsi » militarisé.²⁴

Cela étant, le temps compris entre 2004 et 2009 a connu l'avènement du CNDP avec une militarisation interne et des revendications identitaires. Le CNDP se présente ainsi comme un mouvement de défense des Tutsi congolais, renforçant le lien entre protection identitaire et mobilisation armée²⁵. Vint aussi l'heure des années 2012 et 2013 marquées par la première apparition du M23, un mouvement issu du non-respect présumé des accords du 23 mars 2009. Le M23 occupe Goma en 2012, illustrant l'ampleur du recours à la force comme

²¹ Marysse, S., Tshimanga, C., & Lusamba, P. *La République démocratique du Congo : entre espoir et désenchantement*. Paris, L'Harmattan. 2013.

²² Badie, B. *Un monde sans souveraineté : les États entre le marché et la cité*. Paris, Fayard. 1999.

²³ Reyntjens, F. *La guerre des Grands Lacs : Alliances mouvantes et conflits régionalisés*. Paris, L'Harmattan. 2009

²⁴ Prunier, G. *L'Afrique de l'Est dans la tourmente : la guerre mondiale africaine, 1996-2006*. Paris, Fayard. 2009

²⁵ Stearns, J. *Le CNDP au Nord-Kivu, entre guerre et politique*. Nairobi, Rift Valley Institute. 2012

levier de pression politique. Sa défaite en 2013 ne mettra pas fin aux tensions sous-jacentes. C'est enfin dans cette même logique que la période de 2021 à 2025 a connu la résurgence du M23 avec une reconfiguration du paysage sécuritaire. Cette nouvelle réapparition du M23 à partir de 2021, appuyée par des dynamiques régionales complexes, marque une nouvelle phase de militarisation. Le mouvement élargit son contrôle territorial et impose une relecture des enjeux identitaires, géopolitiques et économiques de la région.²⁶

II. DETERMINANTS DE L'INCLINATION GUERRIERE

L'inclination guerrière de l'ethnie Tutsi au Nord-Kivu découle d'un ensemble de facteurs identitaires, sociopolitiques, géopolitiques, stratégiques et multicartes, combinant influences internes et externes. Ce chapitre examine ces déterminants en s'appuyant à la fois sur la littérature scientifique et sur les résultats empiriques de l'enquête menée auprès de 120 enquêtés, complétée par l'observation désengagée et la documentation analysée.

II.1 Déterminants identitaires et sociopolitiques

L'histoire migratoire des Tutsis au Nord-Kivu est marquée par des mouvements successifs depuis la période coloniale. Les autorités belges avaient organisé, dans les années 1930-1950, une migration de main-d'œuvre tutsie depuis le Rwanda vers le Congo belge, notamment dans les zones agricoles du Masisi et du Rutshuru. Ce déplacement planifié a créé des tensions identitaires persistantes avec les groupes dits « autochtones », qui ont vu dans les Tutsis des intrus bénéficiant de privilèges injustifiés. À cette migration s'ajoutent les afflux de réfugiés tutsis pendant les crises rwandaises (1959, 1973, 1994), intensifiant les rivalités foncières et les discours d'exclusion.²⁷ Ces dynamiques ont structuré un imaginaire collectif dans lequel le Tutsi est perçu comme l'« autre » à surveiller, marginalisant ainsi cette communauté de l'espace politique et social congolais.

Les résultats empiriques montrent que la crise identitaire marquée par le rejet de la nationalité congolaise des Tutsis, la non représentation politique et la non-reconnaissance historique au Congo constitue le socle principal des vellétés guerrières perçues ou attribuées à l'ethnie Tutsi dans la région.

1. Perception de la citoyenneté des Tutsis

D'après l'enquête : Au total, 66,7 % des répondants ne reconnaissent pas la citoyenneté des Tutsis. Cela confirme une crise identitaire profonde, où le discours de l'« étranger permanent » domine largement. Cette perception des Tutsis comme « non-originaux » constitue un facteur majeur d'insécurité.

2. Appréciation de la représentation politique des Tutsis

Selon les répondants : Avec plus de 83 % qui jugent la représentation politique des Tutsis insuffisante ou inexistante, la perception dominante est celle d'une exclusion institutionnelle persistante. Ce déficit de représentation accentue le recours aux revendications armées.

3. Degré de reconnaissance historique de l'ethnie Tutsi

Après enquête : 79 % estiment que l'histoire des Tutsis est ignorée ou minimisée, ce qui révèle une fracture symbolique et éducative.

II.2 Déterminants géopolitiques et géostratégiques

Dans une province frontalière où se superposent intérêts régionaux et tensions transfrontalières, les dynamiques externes jouent un rôle majeur. Le Rwanda, voisin direct, entretient une politique sécuritaire active sur cette région, invoquant la nécessité de prévenir les attaques des FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda), un groupe hostile à Kigali. Ce prétexte sécuritaire justifie parfois un appui direct ou indirect aux groupes armés à dominante tutsie, comme le M23. Cette imbrication régionale donne une dimension géopolitique aux vellétés guerrières des Tutsis, qui bénéficient de réseaux logistiques et d'un soutien transfrontalier les rendant plus résilients que d'autres groupes armés.²⁸

²⁶ Human Rights Watch. Crimes de guerre du M23 et soutien régional. New York, HRW. 2023

²⁷ P, Mathieu & A, Tsongo. Guerres paysannes au Nord-Kivu RDC, 1937-1994. Paris, Cahiers d'études africaines, n° 38(150), 1998. Pp.385-416.

²⁸ Reyntjens, F *Le gouvernement par le chaos : politiques de guerre et de paix en Afrique des Grands Lacs*. Paris, éd. de l'Aube. 2019.

Après enquête : une bonne partie des enquêtés soit 27,5% soulignent un rôle des puissances régionales et un contrôle des ressources. Un facteur purement économique et stratégique

Ces résultats confirment le caractère transnational du conflit et la perception d'un soutien militaire, logistique ou stratégique venant de l'extérieur.

II.3 Facteurs multicartes

Ces facteurs sont compréhensibles à travers deux éléments ci-après : les causes profondes et les agendas cachés.

a) Causes profondes

Dans cette logique, la recherche perçue comme "exagérée" de la sécurité par l'ethnie Tutsi au Nord-Kivu trouve ses racines profondes dans une histoire marquée par la violence, la discrimination et un sentiment persistant de vulnérabilité²⁹. D'autres facteurs contribuent à cette quête intense de sécurité parmi lesquels il y a lieu de noter les suivants :

1. **Un passé de violence ciblée et de massacres** : La communauté tutsie à l'Est de la RDC a été victime de nombreuses vagues de violence et de massacres au fil des décennies. Ces traumatismes historiques ont engendré une peur profonde et un besoin impérieux de protection.
2. **Discours de haine et stigmatisation persistants** : Des discours de haine et des stéréotypes négatifs à l'égard des Tutsis persistent dans certaines sphères de la société congolaise. Ces discours alimentent un climat de suspicion et de menace, renforçant le sentiment d'insécurité au sein de la communauté.
3. **Sentiment d'être une minorité vulnérable** : Les Tutsi représentent une minorité au sein de la population congolaise. Ce statut minoritaire, combiné aux expériences passées de persécution, exacerbe le sentiment de vulnérabilité et la nécessité de se prémunir contre d'éventuelles menaces.
4. **Méfiance envers l'État et ses capacités de protection** : L'incapacité perçue ou réelle de l'État congolais à protéger efficacement toutes les communautés, y compris les Tutsi, dans les zones de conflit, conduit cette communauté à développer ses propres mécanismes de sécurité ou à rechercher une protection accrue par d'autres moyens³⁰.
5. **Instrumentalisation politique des identités ethniques** : Les conflits dans l'est de la RDC sont souvent alimentés par l'instrumentalisation des identités ethniques à des fins politiques et économiques. Dans ce contexte, la communauté tutsie se sent particulièrement ciblée et menacée, justifiant à leurs yeux une recherche accrue de sécurité.

Il est important de noter que ce qui apparaît comme une recherche "exagérée" de sécurité pour certains est perçu par les Tutsi comme une réponse légitime à une menace réelle et historique.

b) Agendas cachés

Il est délicat de parler d'"agendas cachés" poursuivis par "l'ethnie Tutsi" dans la guerre en RDC, car cela essentialise un groupe diversifié et risque de perpétuer des stéréotypes³¹. De plus, attribuer des intentions uniques à toute une ethnie est rarement précis. Cependant, en analysant les dynamiques des conflits impliquant des acteurs se présentant comme défenseurs des intérêts Tutsis (comme certains groupes Banyamulenge), on peut identifier des objectifs et des motivations qui pourraient être perçus comme des "agendas" spécifiques :

1. **Sécurité et protection contre les menaces** : Un agenda primordial est la survie et la protection de la communauté face aux violences ciblées, aux discours de haine et au sentiment d'insécurité chronique. La mobilisation armée est perçue comme une réponse à l'incapacité de l'État à assurer cette protection.³²
2. **Revendications de droits et d'appartenance** : Certains acteurs cherchent à affirmer leurs droits en tant que citoyens congolais, notamment en matière de droits fonciers, de participation politique et de

²⁹ Tull, D. M. "The limits of state-building: Why the end of the war in the Congo is not necessarily the start of peace." *Journal of Contemporary African Studies*, 26(2), 2008. Pp. 177-195.

³⁰ Chesterman, S. *Just war or just peace? Humanitarian intervention and international law*. Oxford University Press. 2001

³¹ Fassin, D. "La production de l'exclusion : le cas des politiques de santé à l'égard des populations immigrées en France." *Poitiers, Revue européenne des migrations internationales*, 17(2), 2001. Pp.15-33.

³² Diop, M. C. "Mobilisations ethniques et logiques transnationales en Afrique." *Paris, Politique africaine*, 101(1), 2006. Pp. 5-24.

reconnaissance de leur ancienneté sur le territoire. La guerre reste donc un moyen de pression pour faire valoir ces revendications.

3. **Réponse à la marginalisation et à la discrimination** : Un sentiment de marginalisation politique, économique et sociale pousse certains à prendre les armes pour contester l'ordre établi et exiger une plus grande inclusion.
4. **Intérêts locaux spécifiques** : Des dynamiques locales liées au contrôle des ressources naturelles, à l'influence politique régionale ou à des rivalités intercommunautaires parviennent également motiver certains groupes armés se présentant comme défenseurs des Tutsis. Ces agendas peuvent ne pas être partagés par l'ensemble de l'ethnie.
5. **Alliances régionales et influences externes** : Les conflits dans l'est de la RDC sont souvent imbriqués dans des dynamiques régionales complexes. Des acteurs externes soutiennent certains groupes pour leurs propres intérêts géopolitiques ou économiques, ce qui influence les objectifs des groupes armés locaux³³.

Il est crucial de souligner que ces éléments ne représentent pas nécessairement un "agenda caché" unique et monolithique de "l'ethnie Tutsi". Il s'agit plutôt d'une combinaison de motivations et d'objectifs poursuivis par différents acteurs se réclamant de la défense des intérêts de cette communauté, dans un contexte de conflit complexe.

Les résultats empiriques combinés aux dimensions théoriques montrent que les déterminants des vellétés guerrières tutsies relèvent : d'une crise identitaire profonde, d'une marginalisation politique structurante, d'une guerre narrative renforçant les perceptions de menace, d'une géopolitique régionale active, d'enjeux économiques colossaux liés aux minerais, et d'une faiblesse chronique de l'État, laissant le recours à la force comme alternative.

III. HECATOMBE ET STRATEGIES DE SORTIE

Ce point analyse d'abord l'hécatombe provoquée par les vellétés guerrières liées au conflit M23/forces loyalistes/forces d'autodéfense, puis propose des stratégies de sortie, en s'appuyant sur les données empiriques collectées auprès des 120 enquêtés.

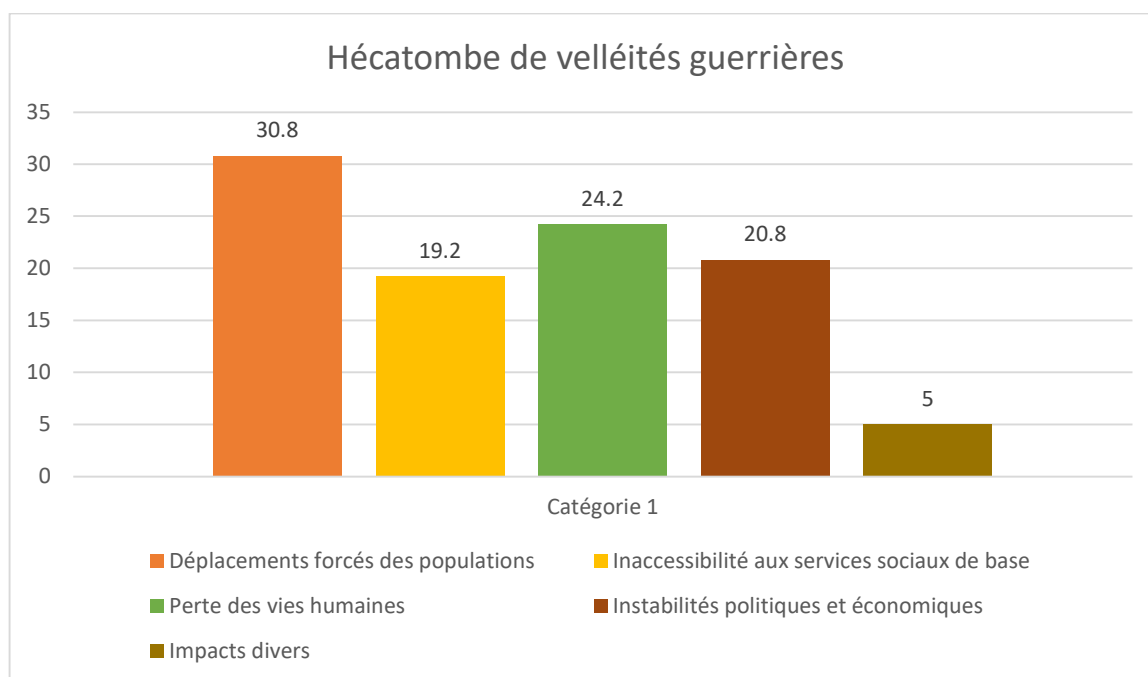
III.1. Hécatombe consécutive aux vellétés guerrières

Le Kivu, région à la croisée des dynamiques ethniques et des enjeux géopolitiques en République Démocratique du Congo, a été le théâtre, depuis le génocide rwandais de 1994, de tensions et de conflits récurrents impliquant diverses communautés. Parmi celles-ci, l'ethnie Tutsi, dont les aspirations et les actions ont souvent été perçues comme des vellétés guerrières, a joué un rôle central dans la configuration des crises successives. Cette section se propose d'analyser en profondeur les conséquences de ces dynamiques, en examinant leur impact multiforme sur le tissu social, politique et sécuritaire du Kivu.³⁴

Les résultats empiriques et théoriques montrent que les conséquences du conflit au Nord-Kivu sont multidimensionnelles : humaines, sécuritaires, économiques, sociales et psychologiques. Les enquêtes expriment massivement la profondeur de la crise.

³³ Offerle, M. *Sociologie des groupes d'intérêt*. Paris, Armand Colin. 2011.

³⁴ Le Monde RDC : la Monusco quitte le Sud-Kivu après vingt-cinq ans de service. juillet, 2024.



Au regard des résultats issus d'enquête, 37 répondants soit 30,8 % soulignent les déplacements forcés de populations : un impact humanitaire majeur avec des statistiques inexprimables aujourd'hui à environ 7,3 millions le nombre de personnes déplacées internes (PDI) d'après OCHA RDC³⁵ et HCR³⁶ ; 23 enquêtés soit 19,2 % indiquent l'inaccessibilité aux services sociaux de base : des effets sur l'éducation, santé et vie quotidienne ; 29 répondants soit 24,2 % insistent sur les pertes de vies humaines : une conséquence dramatique sur la population civile provoquant un bilan inacceptable présenté en différentes phases :

-La Phase 1996-2003 impliquant les guerres de l'AFDL et du RCD avec au compteur 4 millions de morts (l'IRC)³⁷. -La Phase 2003-2009 notamment avec la rébellion du CNDP comptant environ 1,5 à million de morts.³⁸ -La Phase 2012-2025 impliquant la naissance du M23 version 1 et sa résurgence en 2021 version 2 avec au compteur 3 à 4 millions des morts sur 13 ans.³⁹ ; 25 enquêtés soit 20,8 % soulignent l'instabilité politique et économique : une fragilisation durable des institutions et de l'économie ; 6 enquêtés soit 5 % indiquent autres : les impacts divers notamment la militarisation croissante de l'espace civil, appauvrissement des communautés déplacées etc... .

Enfin, les conséquences sont multiples, touchant à la fois les dimensions humanitaires, sociales et politiques.

III.2 Stratégies sortie de crise

Il sied de préciser que les enquêtés ont identifié plusieurs mécanismes de stabilisation existants ou souhaitables pour une résolution efficace de la crise à l'Est de la République Démocratique du Congo.

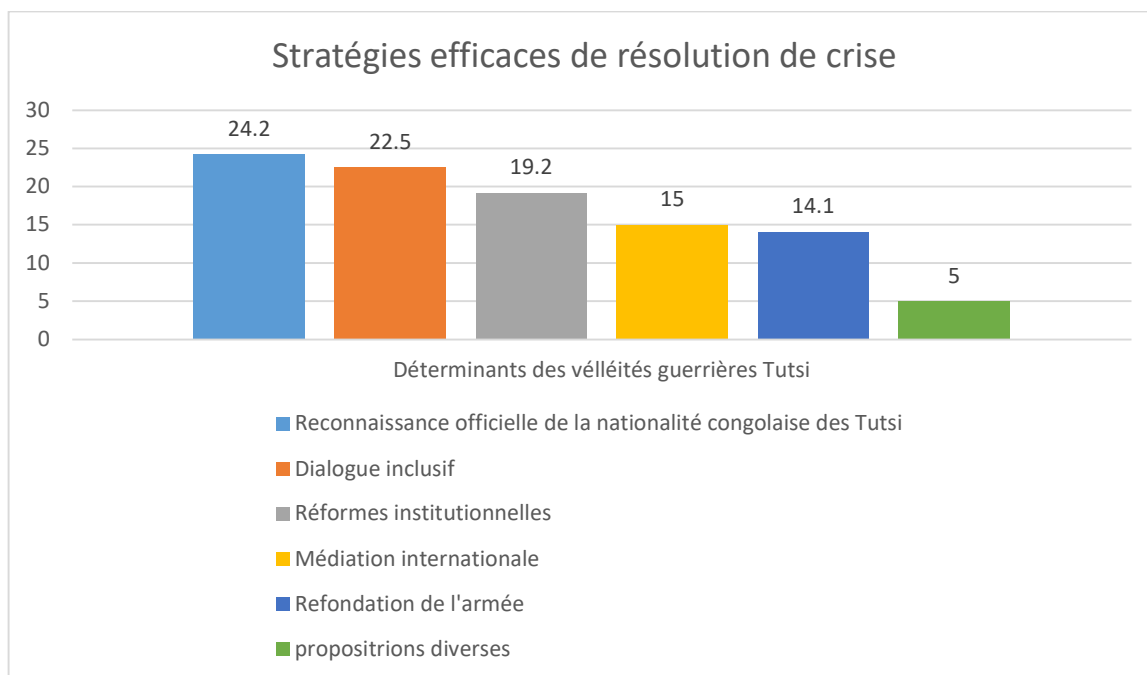
³⁵ OCHA RDC. Aperçu des besoins humanitaires et plan de réponse. 2025.

³⁶ HCR (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés). Statistiques sur les déplacements forcés dans la région des Grands Lacs. 2023

³⁷ International Rescue Committee (IRC). *Mortalité en République Démocratique du Congo : une crise persistante*, Rapports successifs 2007-2008

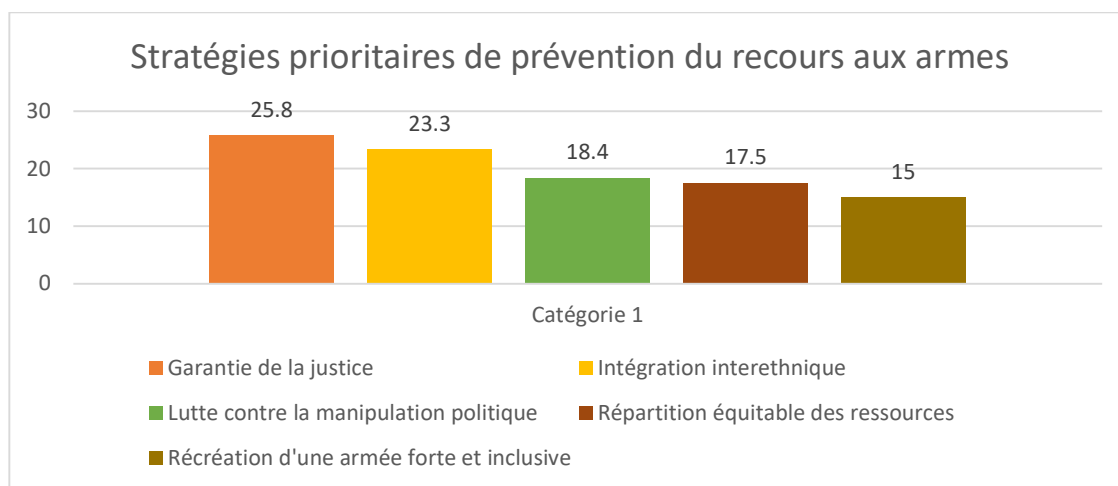
³⁸ Nations Unies. Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire (1993-2003). Haut-Commissariat aux droits de l'homme. 2010.

³⁹ Mopo Metoko, J-P. *La guerre de la RDC et ses 10 millions de morts, un crime contre l'humanité*. L'Harmattan.2024



Après enquête ; pour ce qui est des stratégies efficaces de résolution de crise, 29 répondants soit 24,2 % suggèrent la reconnaissance officielle de la nationalité congolaise des Tutsi : une priorité symbolique majeure ; 27 répondants soit 22,5 % insistent sur le dialogue inclusif : une nécessité d'un cadre participatif ; 23 répondants soit 19,2 % soulignent des réformes institutionnelles : un besoin de rééquilibrage politique et sécuritaire ; 18 répondants soit 15 % indiquent la médiation internationale : un appel à une intervention extérieure impartiale ; 17 répondants soit 14,1 % soulignent la refondation de l'armée : une priorité sécuritaire ; 6 répondants soit 5 % suggèrent autres : des propositions diverses comme les sanctions ciblées contre les auteurs de violences, Renforcement de la justice militaire pour les crimes de guerre.

Brièvement, les solutions attendues sont autant symboliques (reconnaissance) que politiques (dialogue, réformes).



Concernant les stratégies prioritaires de prévention du recours aux armes par les Tutsi dans leurs revendications, les résultats d'enquête sur terrain révèlent : , 31 enquêtés soit 25,8 % proposent de garantir la justice : la demande principale est celle d'une équité judiciaire ; 28 enquêtés soit 23,3 % insistent sur l'intégration interethnique : une importance de l'inclusion dans la gouvernance locale ; 22 enquêtés soit 18,4 % suggèrent qu'il faut lutter contre la manipulation politique : une volonté de réduire l'ethnisation de la politique. 21 enquêtés soit 17,5 % soulignent la répartition équitable des ressources : ce qui est un enjeu économique central ; 18 enquêtés soit 15 % insistent sur la récréation d'une armée forte et inclusive : une réponse sécuritaire dissuasive et structurelle.

Brièvement, la prévention passe par une combinaison de justice, inclusion, équité et réforme sécuritaire, confirmant qu'aucune solution unique n'est suffisante.

Les conséquences des vellétés guerrières tutsies et des dynamiques du M23 au Nord-Kivu se traduisent par : une catastrophe sécuritaire, un effondrement socioéconomique, des fractures identitaires aggravées, un traumatisme psychologique profond, et un affaiblissement structurel de l'État.

Les stratégies de sortie reposent sur :

1. La restauration de l'autorité étatique ;
2. Une réforme sécuritaire totale ;
3. Un dialogue politique inclusif ;
4. Une coopération régionale réelle ;
5. Le renforcement des mécanismes de justice et de protection civile ;
6. La reconstruction économique des zones affectées.

CONCLUSION

L'analyse des vellétés guerrières de l'ethnie Tutsi au Nord-Kivu révèle un phénomène multidimensionnel, enraciné à la fois dans l'histoire longue de la région, dans les dynamiques identitaires contemporaines et dans les reconfigurations géopolitiques régionales. Les résultats empiriques issus de l'enquête menée auprès de 120 répondants montrent que la crise est bien plus profonde qu'un simple affrontement militaire : elle s'inscrit dans un climat marqué par la marginalisation identitaire, la contestation de la citoyenneté, la stigmatisation, la faiblesse de l'État et l'ingérence étrangère.

Les données recueillies indiquent que les perceptions de menace exprimées par les Tutsis découlent en grande partie de multiples expériences de discriminations, de violences et de constructions narratives hostiles. En parallèle, les autres communautés associent la communauté tutsie, parfois à tort aux rébellions et aux agendas politiques transfrontaliers, renforçant les tensions internes. Ce décalage de perceptions alimente un cycle de méfiance et de légitimation croisée de la violence, qui entretient un conflit endémique depuis plus de trois décennies.

L'hécatombe provoquée par ces vellétés guerrières est immense : déplacements massifs de populations, effondrement socioéconomique, fractures communautaires, violences physiques et psychologiques, disparition des services sociaux de base, militarisation des esprits et érosion accélérée de l'autorité de l'État. Les populations du Nord-Kivu vivent au rythme des attaques, des incertitudes et des traumatismes, avec un impact durable sur la stabilité régionale.

Les résultats de l'étude montrent également que les réponses locales, nationales et internationales restent fragmentaires. Si certaines initiatives communautaires et dialogues locaux tentent de consolider la cohésion sociale, leur portée est limitée sans un environnement sécuritaire stable et sans une volonté politique forte. L'État congolais doit réaffirmer son autorité, réformer profondément son secteur de la défense et garantir la protection de toutes les communautés. La dimension transfrontalière du conflit exige, de plus, une diplomatie régionale renouvelée, capable de restaurer la confiance entre la RDC, le Rwanda et l'Ouganda.

En définitive, la sortie durable de crise au Nord-Kivu nécessite une approche multi scalaire articulant sécurité, dialogue politique, justice, reconstruction socioéconomique et coopération régionale. Cette étude contribue modestement à éclairer les dynamiques identitaires et géopolitiques qui sous-tendent les vellétés guerrières attribuées à l'ethnie Tutsi, tout en mettant en évidence les pistes de réflexion pour une paix durable dans un espace profondément éprouvé par l'histoire.

Au-delà de tout ce panel stratégique envisagé comme cure de traitement à cette pathologie sociale qu'est la crise identitaire et les vellétés guerrières, il n'en demeure pas moins que, la reprogrammation des mentalités de la part des toutes les forces en présence impliquées dans cette conflictualité complexe soit une vertu impérative à la hauteur des enjeux à cultiver. Pareille vertu est un oiseau rare que tout auteur de la région des grands lacs est invité à attraper pour l'éclosion de l'inter culturalité. Cela fait suite au fait que, le monde actuel doit rester à la fois un et pluriel dans les forces qui font de l'homme, un être de culture et une infrastructure la plus importante à construire comme étant un génie transformateur sociétal et catalyseur du développement durable au Congo Kinshasa. Cela n'est possible que par la culture de la vertu de cohabitation pacifique dans la

diversité ethnique à l'ère de l'intelligence artificielle pour relever les défis pressants des pathologies citoyennes qui gangrènent le Congo-Kinshasa contemporain. Cela le pousse à parier pour décomplexifier l'objet complexe de cette réflexion. C'est donc à ce prix que la présente réflexion trouve toute sa saveur empirique et épistémologique à l'ère de net.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- Autesserre, S. *Les dessous de la guerre au Congo : violences, institutions et conflits locaux*. Paris, Karthala. 2012
- Autesserre, S. *Peut-on construire la paix ? Les leçons du Congo*. Paris, Presses de Sciences Po. 2012.
- Autesserre, S. *The Trouble with the Congo: Local Violence and the Failure of International Peace building*, Cambridge, Cambridge University Press. 2010
- Badie, B. *Un monde sans souveraineté : les États entre le marché et la cité*. Paris, Fayard. 1999.
- Barth, F. *Ethnic Groups and Boundaries: The Social Organization of Culture Difference*. Boston, Little, Brown and Company Ed. 1969
- Bucyalimwe Mararo, S. *Le Kivu, d'une guerre à l'autre*. Éditions L'Harmattan. 2005.
- Lanotte, O. *République démocratique du Congo, Guerres sans frontières*. Éditions Complexe. 2003.
- Mamdani, M. *The Myth of Ethnic Divisions: Hutu and Tutsi in Pre-colonial Africa*. Dar es Salaam, University of Dar es Salaam, 1990
- Marysse, S., Tshimanga, C., & Lusamba, P. *La République démocratique du Congo : entre espoir et désenchantement*. Paris, L'Harmattan. 2013.
- Mopo Metoko, J-P. *La guerre de la RDC et ses 10 millions de morts, un crime contre l'humanité*. L'Harmattan. 2024
- Ngezayo, E. *Identité et citoyenneté à l'épreuve de la violence : le cas des Tutsis congolais*. Revue Congolaise de Sociologie. 2022.
- Offerle, M. *Sociologie des groupes d'intérêt*. Paris, Armand Colin. 2011.
- Prunier, G. *L'Afrique de l'Est dans la tourmente : la guerre mondiale africaine, 1996-2006*. Paris, Fayard. 2009
- Prunier, G. *Rwanda : le récit d'un génocide*. Paris, Karthala. 1997.
- Reyntjens, F. *La guerre des Grands Lacs : Alliances mouvantes et conflits régionalisés*. Paris, L'Harmattan. 2009
- Reyntjens, F. *Le gouvernement par le chaos : politiques de guerre et de paix en Afrique des Grands Lacs*. Paris, éd de l'Aube. 2019
- Reyntjens, F. *The Great African War: Congo and Regional Geopolitics, 1996-2006*. Cambridge, Cambridge University Press. 2009
- Rubbers, B. *Les entités en crise dans le Congo postcolonial*. Bruxelles, Editions complexe. 2013.
- Stearns, J. *Le CNDP au Nord-Kivu, entre guerre et politique*. Nairobi, Rift Valley Institute. 2012

Articles scientifiques

- Africa Intelligence. « Kinshasa ouvre la porte aux conseillers militaires russes ». Paris, Fév. 2024
- Chesterman, S. *Just war or just peace? Humanitarian intervention and international law*. Oxford University Press. 2001
- Diop, M. C. "Mobilisations ethniques et logiques transnationales en Afrique." Paris, Politique africaine, 101(1), 2006. Pp. 5-24.
- Fassin, D. "La production de l'exclusion : le cas des politiques de santé à l'égard des populations immigrées en France." Poitiers, Revue européenne des migrations internationales, 17(2), 2001. Pp. 15-33.
- Guichaoua, A. "Les crises politiques au Burundi et au Rwanda : lecture ethnique ou lecture politique ?" Paris, Politique africaine, 117(1), 2010. Pp. 159-180.
- Lorigan, M. "La sécurité identitaire : un concept pertinent pour analyser les conflits contemporains ?" Paris, Revue Internationale et stratégique, 99(3), 2015. Pp. 99-108.

- M, Kabuya. « L'AFC : nouvel acteur armé ou recyclage de M23 ? ». Paris, Politique africaine, n°171. 2023. Pp. 97-114
- P, Mathieu & A, Tsongo. Guerres paysannes au Nord-Kivu RDC, 1937-1994. Paris, Cahiers d'études africaines, n° 38(150), 1998. Pp.385-416.
- Pabanel, Jean-pierre. « Conflits et stratégies de tension au Nord-Kivu ». Paris, Politique africaine, n°52, 1993. Pp.132-134
- Reyntiens, F. La guerre des Grands Lacs : Alliances mouvantes et conflits extraterritoriaux. Politique africaine, n° 89. Paris, Karthala. 2003. Pp. 5-22.
- Tull, D. M. "The limits of state-building: Why the end of the war in the Congo is not necessarily the start of peace." Journal of Contemporary African Studies, 26(2), 2008. Pp. 177-195.

Rapports et documents officiels

- HCR (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés). Statistiques sur les déplacements forcés dans la région des Grands Lacs. 2023
- Human Rights Watch. Crimes de guerre du M23 et soutien régional. New York, HRW. 2023
- Human Rights Watch. Rapports sur les crises au Nord-Kivu. HRW. 2012-2024.
- International Crisis Group Rapports et analyses sur la situation sécuritaire en RDC. ICG. 2012-2023.
- International Rescue Committee (IRC). *Mortalité en République Démocratique du Congo : une crise persistante*, Rapports successifs 2007-2008
- Le Monde RDC : la Monusco quitte le Sud-Kivu après vingt-cinq ans de service. Juillet, 2024.
- Nations Unies. Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire (1993-2003). Haut-Commissariat aux droits de l'homme. 2010.
- OCHA RDC. Aperçu des besoins humanitaires et plan de réponse. 2025.
- PNUD. Rapport sur le développement humain en RDC. 2020.
- United Nations Security Council. Rapport du Groupe d'experts des Nations Unies sur la République démocratique du Congo. New York, Nations Unies. 2024